

**DETERMINEZ POUR GAGNER !
TOUS EN GREVE LE 17 DECEMBRE !**

C'est une réalité : la grève est reconduite dans l'Education nationale, comme dans de nombreux secteurs d'activité.

L'état d'esprit qui domine, c'est la « rage » des personnels, une colère que les propos du Premier Ministre et du Ministre de l'Education nationale n'ont fait qu'amplifier.

Les personnels sont à bout : gel du point d'indice depuis 2010, loi Blanquer et le « devoir d'exemplarité », fusion des académies, souffrance au travail, loi de transformation de la Fonction publique, EPEP et statut des directeurs...une accumulation de mauvais coups qui ont dressé à chaque fois une grande partie des personnels, avec, à chaque fois, le refus de toute négociation et le passage en force !

Les dernières interventions d'E. Philippe et de JM. Blanquer ont mis le feu aux poudres. En pleine grève contre la réforme des retraites, il faudrait accepter un marché de dupes : la fin du Code des Pensions civiles et militaires en l'échange d'une vague promesse de revalorisation... conditionnée par une nouvelle réforme de l'organisation du travail et des missions des enseignants.

Tout le monde sait ce que cela veut dire !

Personne ne l'accepte !

Après le 5, le 10, le 12 décembre, les enseignants seront à nouveau massivement en grève et dans la rue le mardi 17 décembre !

MANIFESTATION DU MARDI 17 DECEMBRE

**MARSEILLE : RDV à 11h30 en bas des escaliers
de la Gare St Charles**

Cortège unitaire (CGT-CFDT-FSU-Solidaires-UNSA-FO)

Des arguments pour décider la généralisation de la grève

- 1/ Audiance FO Enseignement avec le ministre Blanquer le 13 décembre
- 2/ Débat entre le 1er Ministre et le Ministre de l'Education nationale et des enseignants à Nancy le vendredi 13 décembre
- 3/ Comment le gouvernement veut réformer le travail enseignant (Le café pédagogique)
- 4/ Valeur du point : les promesses du 1er ministre ne valent rien ! (Marianne 12.12.2019)
- 5/ Blackrock, le premier gestionnaire d'actifs financiers du monde, conseille le gouvernement (Mediapart - 9.12.2019)

Audiance FO enseignement avec le ministre Blanquer le 13 décembre

Le Ministre nous propose un marché de dupes !

Ce qui est certain :

- le gouvernement veut supprimer le Code des Pensions civiles et la règle de calcul des pensions sur la base des 6 derniers mois, ce qui conduirait à une baisse drastique du montant des pensions, plusieurs centaines d'euros par mois ;
- le gouvernement veut augmenter la durée de cotisation ;
- les rémunérations des personnels de l'Education nationale sont faibles, du fait du blocage des salaires depuis des années. Et comme ses prédécesseurs, le gouvernement se refuse à augmenter le point d'indice.

En face, la promesse fumeuse d'une « revalorisation »

Le ministre peut bien s'engager, comme le Premier ministre, à compenser les baisses de pensions par une hypothétique augmentation du régime indemnitaire des personnels de l'Education nationale, en réalité le ministre **tente de nous faire accepter la réforme en échange de primes conditionnées par la « réorganisation du travail » des personnels.**

M. Macron à Rodez avait suggéré des pistes : remise en cause des congés, augmentation du temps de travail...

Le ministre nous propose un marché de dupes : l'acceptation de la fin de notre Code des pensions de fonctionnaires d'Etat, c'est-à-dire la fin d'un pan entier de notre statut de fonctionnaire d'Etat, ce qui implique une baisse drastique de nos pensions, en échange d'une vague promesse de revalorisation.

Pour la Fédération FO de l'Enseignement (FNEC FP FO) : augmenter les salaires : OUI, détruire le Statut : NON ! RETRAIT de la réforme Macron-Delevoye !

[Voir le communiqué FNEC FP FO du 13 décembre](#)

Débat entre les Ministres et les enseignants à Nancy

Les interventions des enseignants vendredi, lors du débat à Nancy avec Blanquer et Philippe, sont révélateurs de la fracture entre les personnels et la politique menée par le ministre « Comment voulez-vous que nous vous croyions quand vous dites que vous tenez compte de notre avis ? » demande cette enseignante. « Vous nous écoutez parce que nous sommes dans la rue et parce que vous avez peur. »

Exclamations dans la salle lorsque le ministre évoque des primes : « Non, on veut du salaire ! ». Le discours de Macron à Rodez est dans toutes les têtes. Les deux ministres ont été chahutés. Le ministre est de plus en plus seul.

[Voir l'article des Echos](#)

Comment le gouvernement veut réformer le travail enseignant

« Changer le temps de travail, évidemment à la hausse, diminuer les vacances pour accompagner les jeunes en été et durant les congés, suivre les jeunes en fin de journée, voilà autant de tâches que l'on devrait imposer aux enseignants s'ils veulent bénéficier de primes permettant de maintenir leur pension et de "revaloriser" leur salaire. Du moins les enseignants qui le pourront. Car la longue histoire des missions et des heures supplémentaires dans le corps enseignant montre que par exemple hommes et femmes n'ont pas les mêmes possibilités. Ce qui se dessine c'est donc la progression des inégalités d'âge et de sexe. »

[>ici< l'article du Café pédagogique](#)

Et nous ajoutons sans aucun rattrapage des pertes de pouvoir d'achat depuis l'année 2000 (20 % !) ni aucune garantie de maintien du niveau actuel des pensions (déjà faible) puisqu'il faudrait pour cela au minimum un salaire mensuel brut de **4343 euros pendant toute la carrière (43 ans)**, ce qui n'est évidemment pas l'intention du gouvernement...

Valeur du point : les promesses du 1er Ministre ne valent rien !

« Retraites : pourquoi Edouard Philippe ne peut (vraiment) pas garantir aux Français que le point ne baissera pas... »

[>ici< l'article de Marianne du 12/12/19](#)

Blackrock, le 1er gestionnaire d'actifs financiers du monde ,conseille le gouvernement

pour lui suggérer la façon dont il convient d'écrire la loi et les règlements pour que les choses changent, qu'enfin la capitalisation s'installe en France !

« Officiellement, le gouvernement jure qu'il veut défendre la retraite par répartition. Mais en coulisses, les assureurs et les financiers ne se privent pas de lui dispenser leurs conseils «éclairés», auxquels il prête la plus grande attention, pour faire éclater le système. La réforme des retraites, pour les financiers, doit être l'occasion de mettre en œuvre un système par capitalisation, qui, jusque-là, n'a pas réussi à s'implanter en France, en dépit des divers mécanismes instaurés depuis quinze ans (dispositifs Madelin, Perco, Perp). Elle doit leur permettre de mettre enfin la main sur une épargne « parmi les plus élevées d'Europe » qui leur échappe jusqu'à présent. »

[>ici< l'article de Mediapart du 9/12/19](#)



**Pour défendre mes droits et mes garanties statutaires
de fonctionnaire d'Etat,
je me syndique au SNUDI FO 13**

Bulletin d'adhésion 2020 déjà disponible !

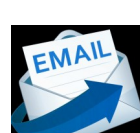
à télécharger >>ICI<<

**Vous pouvez adhérer maintenant et payer
à partir de janvier 2020 !**

**Les cotisations de nos syndiqués sont les seules ressources du syndicat et la garantie de
notre indépendance syndicale.**

Se syndiquer au SNUDI FO vous donne des droits et des avantages :

- 66% de la cotisation est déductible des impôts
- être informé, et défendu en priorité en cas de besoin, même si nous défendons aussi les autres collègues dans la mesure de nos moyens et bénéficier du contrôle systématique de votre dossier par nos élus du personnel en CAPD, CTSD, CHSCT, Commissions de réformes, ...
- adhésion automatique à l'AFOC, 2ème association de consommateurs française
- participation aux événements organisés par le syndicat tout au long de l'année (sur temps de travail ou hors temps de travail et pour ceux qui le souhaitent bien entendu).
- Lorsque vous êtes adhérent FO, vous êtes protégé par une assurance juridique professionnelle que la FNEC-FP FO a signé avec la MACIF.



Un renseignement ? Une question ?
Contactez-nous !



Rejoignez-nous sur Facebook
[Snudi FO Treize](#)